

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partie) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partie) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux îlots de propriété.

L'établissement des documents portant modification du parcellaire cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont la liste est rendue publique et consultable dans les bureaux du Cadastre. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPEMENT OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée dès lors que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussigné(e)s M. Raymond ANDRIEUX

- (1) demandons
- ☐ la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.
 - ☒ la modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.
 - ☐ l'application d'un procès-verbal
 - d'arpentage ☐ (1)
 - de bornage ☐ (1)

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

À ST FELIX DE RIEUTORD, le 16/09/2022 Signature(s) du (ou des) propriétaire(s)

ETAT par Direction de L'Immobilier

M. Raymond ANDRIEUX

Le Directeur Départemental
des Finances Publiques
Par Procuration,

Laurent GUILHEM

Aucune suite n'a pu être donnée à la demande ci-dessus pour le motif suivant :

Cachet du service

À

le

L

(1) Cocher les cases correspondantes.

département		
ARIEGE		
commune		
Saint-Félix-de-Rieutord		
préfixe	section	feuille
000	B3	

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES



PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE

MODIFICATION
DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Document d'arpentage établi en application de
l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

6463-N-SD
(Mai 2017)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
D'ARPEMENT

JL 222 040 B 786
1/2

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

ESQUISSE (1)
EXPROPRIATION

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Changement de limite(s) de propriété | <input type="checkbox"/> Lotissement |
| <input type="checkbox"/> Rectification de limites figurées au plan cadastral | <input checked="" type="checkbox"/> Expropriation |
| <input type="checkbox"/> Nouvel agencement de la propriété | |
| <input type="checkbox"/> Application d'un plan d'arpentage ou d'un procès-verbal de bornage sans modifications des limites parcellaires figurées au plan cadastral (3) | |

Document établi pour (2)

☒ Document d'arpentage numérique
Libellé du fichier numérique associé : 09-258-000-B3-0786-d222040clarac_DA.txt

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

M. Raymond ANDRIEUX

propriétaire(s) après modification

ETAT par Direction de l'Immobilier

M. Raymond ANDRIEUX

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

Christian CLARAC

11 Route de Toulouse

09100 PAMIER

Tel : 0561600404 - Fax : 0561676043

Procès-verbal 6493 N exp joint

oui ☐ (2) numéro :
non ☐ (2)

Date de réception du document

Date de l'application sur PCI

Respect du format DA numérique

(1) Rayer la mention inutile ; préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.

(2) Cocher la case correspondante.

(3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION ANCIENNE					SITUATION NOUVELLE																						
PRÉFIXE : 000					PRÉFIXE : 000																						
SECTION	N° DE PLAN	CONTENANCE			arpentage	SECTION	N° DE PLAN	Désignation provisoire (1)	NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE	N° DE LOT DE LOTISSEMENT	CONTENANCE			CALCULS AUXILIAIRES ET COMPENSATIONS DES RÉSULTATS		arpentage	MISE AU POINT FISCALE										
1	2	ha	a	ca		4	5	6	7	8	9	ha	10	a	ca		11	12	LET. INDIC. 13	NATURE DE CULTURE 14	CLASSE 15	CONTENANCE					
			3																		ha	16	a	ca			
B3	786		93	05			a	ETAT par Direction de L'Immobilier			6	50		S. graphique	Compensation												
							b	M. Raymond ANDRIEUX			86	55			650	règle 1/10° => 0											
														8556	S>90% => 99												
														Total : 9206	Total : 99												
B3	789		82	90			c	ETAT par Direction de L'Immobilier			6	70		S. graphique	Compensation												
							d	M. Raymond ANDRIEUX			76	20			670	règle 1/10° => 0											
														7736	S>90% => -116												
														Total : 8406	Total : -116												
B3	792	3	66	50			e	ETAT par Direction de L'Immobilier				36		S. graphique	Compensation												
							f	M. Raymond ANDRIEUX		3	66	14			36	règle 1/10° => 0											
														36359	S>90% => 255												
														Total : 36395	Total : 255												
B3	838		46	10			g	ETAT par Direction de L'Immobilier			7	80		S. graphique	Compensation												
							h	M. Raymond ANDRIEUX			28	53			768	12											
							i	M. Raymond ANDRIEUX			9	77			2807	46											
														961	16												
														Total : 4536	Total : 74												
TOTAL		ha	a	ca	TOTAL					ha	a	ca	Vérifié et numéroté										TOTAL		ha	a	ca

À _____, le _____

(1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C...

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partie) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partie) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux îlots de propriété.

L'établissement des documents portant modification du parcellaire cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont la liste est rendue publique et consultable dans les bureaux du Cadastre. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPEMENT OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée dès lors que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussigné(e)s M. Raymond ANDRIEUX

- (1) demandons
- ☐ la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.
 - ☒ la modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.
 - ☐ l'application d'un procès-verbal
 - d'arpentage ☐ (1)
 - de bornage ☐ (1)

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

À ST FELIX DE RIEUTORD, le 16/09/2022

Signature(s) du (ou des) propriétaire(s)

Le Directeur Départemental
des Finances Publiques
Par Procuration,

ETAT par Direction de L'Immobilier

M. Raymond ANDRIEUX

Laurent GUILHEM

Aucune suite n'a pu être donnée à la demande ci-dessus pour le motif suivant :

Qachet du service

À

le

L

(1) Cocher les cases correspondantes.

département		
ARIEGE		
commune		
Saint-Félix-de-Rieutord		
préfixe	section	feuille
000	B3	

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES



PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE

MODIFICATION
DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Document d'arpentage établi en application de
l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

6463-N-SD
(Mai 2017)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
D'ARPEMENT

JL 222 040 B 786
2/2

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

ESQUISSE (1)
EXPROPRIATION

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Changement de limite(s) de propriété | <input type="checkbox"/> Lotissement |
| <input type="checkbox"/> Rectification de limites figurées au plan cadastral | <input checked="" type="checkbox"/> Expropriation |
| <input type="checkbox"/> Nouvel agencement de la propriété | |
| <input type="checkbox"/> Application d'un plan d'arpentage ou d'un procès-verbal de bornage sans modifications des limites parcellaires figurées au plan cadastral (3) | |

Document établi pour (2)

☒ Document d'arpentage numérique

Libellé du fichier numérique associé : 09-258-000-B3-0786-d222040clarac_DA.txt

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

M. Raymond ANDRIEUX

propriétaire(s) après modification

ETAT par Direction de L'Immobilier

M. Raymond ANDRIEUX

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

Christian CLARAC

11 Route de Toulouse

09100 PAMIERS

Tel : 0561600404 - Fax : 0561676043

Procès-verbal 6493 N exp joint

oui ☐ (2) numéro :
non ☐ (2)

Date de réception du document

Date de l'application sur PCI

Respect du format DA numérique

N° 6463 N - (SDNC-DGFIPI) - Mai 2017

(1) Rayer la mention inutile; préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.

(2) Cocher la case correspondante.

(3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

[illegible]

(1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C...

Commune : 09258

Saint-Félix-de-Rieutord

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le

Par

Section : B3

Feuille(s) : 03

Qualité du plan : non régulier

Echelle d'origine : 1/2000

Echelle d'édition : 1/2000

Date de l'édition : 16/09/2022

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le par M. géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées

au dos de la chemise 6463.

A. SAINT-FELIX DE RIEUTORD De 16/09/2022

(Voir projet de division ci-joint)

Document dressé par

Christian CLARAC

à PAMIERS

Date 16/09/2022

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc. ...).

(3) Préciser les noms et qualités du signataire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriant).

JL - 222 040 - B786

EXPROPRIATION

ETAT par Direction de l'Immobilier

Le Directeur Départemental
des Finances Publiques
Par Procuration,

Laurent GUILHEM

M. Raymond ANDRIEUX

